

EN HAÏTI, IL Y A UN LOUP DANS LA BERGERIE !

Analyse éclairante sur la présente situation chaotique en Haïti

Par Yves Vaillancourt politologue et professeur émérite à l'École de service social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

28 octobre 2022

Je l'ai déjà dit dans une publication FB le 14 octobre dernier, en m'inspirant d'un article lumineux de Frédéric Thomas du CETRI. À la différence de ce que pensent plusieurs amiEs, je ne désespère pas qu'une sortie de crise puisse apparaître en Haïti.

Mais, pour que cela arrive, il faut que les parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur d'Haïti reconnaissent et opérationnalisent « L'EXIGENCE D'UNE TRANSITION DE RUPTURE ».

Or, cette transition de rupture elle passe au premier titre par la distanciation, la dénonciation et la rupture avec le gouvernement d'Ariel Henry, un premier ministre de facto, imposteur et illégitime qui s'est emparé du pouvoir il y a 15 mois à la suite de l'assassinat du Président Jovenel Moïse, un épisode qui n'a jamais été élucidé. Le gouvernement d'Ariel Henry entretient des liens avec une partie des gangs qui font la pluie et le beau temps et sont à la source du problème de l'insécurité qui perdure depuis des mois, en bloquant « l'accès aux denrées essentielles comme l'eau, la nourriture et le pétrole », comme le dit Marie Vastel dans son article partagé. La complicité du gouvernement d'Henry avec les gangs a eu des retombées négatives sur les efforts déployés avec l'aide du Canada, ces dernières années, pour réformer, professionnaliser et consolider la Police nationale d'Haïti (PNH). Ce qui fait que la PNH est en partie gangrenée, parce qu'instrumentalisée par le gouvernement d'Henry qui est lui-même instrumentalisé par les gangs. D'où l'ambiguïté des projets des gouvernements canadiens et américains de soutenir, d'équiper et de professionnaliser la PNH sans faire de diagnostic à l'effet qu'elle est en partie contrôlée elle-même par les gangs.

Mais voilà que le Canada, les États-Unis, le Core Group, les Nations-Unis, doivent présentement répondre à la demande récente du gouvernement corrompu d'Ariel Henry d'envoyer une force armée internationale pour aider la PNG à régler le problème des gangs. Le Canada, comme les autres pays du Core Group, sous l'influence des États-Unis, est demeuré jusqu'à maintenant incapable d'assumer son autonomie et de tenir compte du fait que le gouvernement d'Henry comme étant la source du problème. Pour cela, il faudrait que le Canada et les États-Unis reconnaissent que le gouvernement d'Ariel Henry est comme le loup dans la bergerie.

La visite de deux jours au Canada du Secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, et les discussions qu'il a eues sur Haïti avec Mélanie Joly, ministre des affaires étrangères du Canada, sont des révélateurs de la tentation de continuer à répondre à la commande du gouvernement d'Ariel Henry sans le dénoncer. Les États-Unis sont favorables à

l'envoi d'une force armée internationale, tout en cherchant à ne pas en assumer la responsabilité directe. Ils aimeraient que le Canada en assume la responsabilité. De son côté, le Canada, à la manière d'un partenaire de plus en plus inféodé aux États-Unis, voit le piège et cherche une manière de résister aux pressions de Washington sans pour autant lui déplaire. D'où les hésitations feintes de Mélanie Joly et le prétexte utilisé pour se dérober : « Il y aura aucune décision prise sans l'implication des Haïtiens ». Le Canada, dit-elle veut intervenir « avec et pour les Haïtiens », ce qui risque de s'avérer être un « avec et pour le gouvernement d'Ariel Henry ». Il en découle cette proposition du Canada d'envoyer en Haïti « une équipe d'évaluation afin de jauger la situation sécuritaire ». Voilà une proposition fort jolie, mais néanmoins ambiguë. Il faut se demander qui fera partie de cette équipe d'évaluation? Quels sont les contacts qui seront privilégiés au cours de la mission en Haïti? Est-ce que la délégation canadienne aura la possibilité de réaliser cette mission d'évaluation en maintenant une autonomie par rapport à l'encadrement que le gouvernement d'Henry cherchera à faire? Par exemple, est-ce que les évaluateurs pourront avoir de véritables discussions avec les forces vives de la société haïtienne qui ont participé à la démarche qui a donné le pertinent « Accord de Montana », sans être chaperonnés par Ariel Henry et le très influent ancien président Michel Martelly qui agit toujours dans les coulisses du pouvoir?

L'enjeu de tout cela, c'est de favoriser un scénario permettant l'arrivée d'un véritable gouvernement de transition.